

CHRISTIAN SALMON

**LA
TYRANNIE
DES BOUFFONS**

SUR LE POUVOIR GROTESQUE

LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

LA TYRANNIE
DES BOUFFONS

DU MÊME AUTEUR

Le Rêve mathématique de Nicolaï Boukharine, Paris, Le Sycomore, 1980.

Tombeau de la fiction, Paris, Denoël, 1999.

Censure! Censure! Paris, Stock, 2000.

Devenir minoritaire. Pour une politique de la littérature, entretiens avec Joseph Hanimann, Paris, Denoël, 2003.

Verbicide, Arles, Actes Sud, coll. «Babel», 2007.

Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits, Paris, La Découverte, 2007.

Storytelling, saison 1. Chroniques du monde contemporain, Paris, Les Prairies ordinaires, 2009.

Kate Moss Machine, Paris, La Découverte, 2010.

Ces histoires qui nous gouvernent, Paris, J.-C. Gawsewitch, 2012.

La Cérémonie cannibale. De la performance politique, Paris, Fayard, 2013.

Les Derniers Jours de la V^e République, Paris, Fayard, 2014.

Le Projet Blumkine, Paris, La Découverte, 2017.

L'Ère du clash, Paris, Fayard, 2019.

EN COLLABORATION

«Entretiens avec Milan Kundera», *Paris Review*, repris in Milan Kundera, *L'Art du roman*, Paris, Gallimard, 1986.

À bâtons rompus avec Bohumil Hrabal. Entretiens, Paris, Criterion, 1991.

Le Désir d'Europe, Les Cahiers du carrefour des littératures européennes de Strasbourg/La Différence, 1992.

Autodafé (revue du Parlement international des écrivains), Paris, Denoël, publiée de 2001 à 2005.

Christian Salmon

**LA TYRANNIE
DES BOUFFONS**

Sur le pouvoir grotesque

Éditions Les Liens qui Libèrent

ISBN : 979-10-209-0900-8
© Les Liens qui Libèrent, 2020

À la mémoire de Bernard Stiegler

« Le grotesque, c'est l'un des procédés essentiels à la souveraineté arbitraire. »

Michel Foucault

INTRODUCTION

Un bouffon nécessaire

Le Covid-19 a eu un effet de loupe sur une nouvelle forme de tyrannie qui se déploie à l'échelle de la planète. Trump en a été la première manifestation, mais elle ne cesse depuis quatre ans de se manifester aux quatre coins de la planète : Jair Bolsonaro au Brésil, Rodrigo Duterte aux Philippines, Boris Johnson au Royaume-Uni, Matteo Salvini et Beppe Grillo en Italie, Jimmy Morales au Guatemala, Recep Erdoğan en Turquie, Narendra Modi en Inde, Viktor Orbán en Hongrie, sans oublier le nouveau président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, un humoriste qui se définit lui-même comme un « clown ».

La pandémie de coronavirus, loin d'atténuer les outrances de ce pouvoir, en a été le théâtre grotesque. On a vu des chefs d'État rivaliser d'incompétence et d'irrationalité face à la gravité de la crise sanitaire. Le ridicule ne connut pas de limites, des postures viriles aux formes les plus archaïques de sorcellerie et de religiosité – un festival de pitreries et de provocations. Mais la gestion catastrophique de la crise par ces gouvernants ne les a en rien disqualifiés. Au contraire, elle a consolidé la base de leurs soutiens et, surtout, leur a permis de manifester une sorte d'impunité, la preuve qu'ils ne dépendaient d'aucun jugement politique, scientifique ni moral et pouvaient donc imposer inconditionnellement leur volonté.

UNE ÉPIDÉMIE DE DÉNIS

C'est Donald Trump annonçant lors d'un point de presse, le 23 avril 2020, que le virus disparaîtrait avec le printemps, ou préconisant de s'injecter de l'eau de Javel pour se prémunir contre le Covid-19. «Je vois le désinfectant qui vient à bout du virus en une minute, a-t-il affirmé face à de nombreux médecins. Et il y a peut-être un

moyen de se l'injecter dans le corps.» Au 3 juillet 2020, les États-Unis comptaient 2 739 879 cas de contamination et 129 891 décès. Un record mondial.

C'est Boris Johnson opposant au confinement le « droit inaliénable du peuple anglais à aller au pub », ou Dominic Cummings, son principal conseiller, justifiant le choix de l'immunité collective par ces mots : « On va défendre l'immunité de groupe, et si cela veut dire que quelques retraités vont mourir, alors tant pis. » Au 30 août, le Royaume-Uni a dépassé l'Italie et compte 285 268 cas de contamination pour 44 220 décès.

C'est Jair Bolsonaro déclarant, alors que le nombre de contaminés s'envolait au Brésil : « Certains vont mourir ? Oui, bien sûr. J'en suis désolé, mais c'est la vie. On ne peut pas arrêter une usine de voitures parce qu'il y a des morts sur la route chaque année. » Une semaine plus tard, il répondait à un journaliste qui s'inquiétait de l'aggravation de la crise sanitaire : « Et alors ? Je suis désolé, mais que voulez-vous que je fasse à ce sujet ? Je m'appelle Messias [“Messie” est son deuxième prénom], mais je ne fais pas de miracles. » Puis il est parti faire du jet-ski sur un lac de Brasilia. Au plus fort de la crise, il

encourageait les rassemblements de ses partisans, multipliait les sorties et les bains de foule sans respecter aucun geste barrière, si bien qu'il a fallu une décision judiciaire pour le contraindre à porter un masque dans les lieux publics. Le Brésil, qui compte 212 millions d'habitants, est le deuxième pays le plus endeuillé par l'épidémie après les États-Unis*.

Bolsonaro lui-même a annoncé au début du mois de juillet 2020 qu'il avait contracté le coronavirus.

En Inde, le Premier ministre, Narendra Modi, a fait appel à la magie du chiffre 9 pour sortir son pays des «ténèbres du Covid-19». Dans un message de neuf minutes mis en ligne sur Facebook au neuvième jour de confinement à neuf heures du matin, il s'est adressé à ses concitoyens en leur demandant d'éteindre toutes les lumières le 5 avril (5 + 4) à neuf heures du soir et d'allumer des bougies pendant neuf minutes. «Va-t'en, corona!», «Vive l'Inde, notre mère patrie!», ont crié ses partisans depuis leur balcon ou dans la rue, les autres se contentant d'éteindre l'électricité de peur d'être dénoncés. Deux mois plus

* États-Unis: 1 496 858 cas de contaminations pour 64 867 décès, Brésil: 3 862 311 cas de contamination pour 120 896 décès.

tard, c'est au yoga qu'il a confié la tâche de lutter contre la pandémie. Dans une vidéo mise en ligne quelques jours avant la Journée internationale du yoga, le 21 juin, il a assuré que le yoga participe à la construction d'un « bouclier de protection » immunitaire contre le coronavirus. Le député Rahul Gandhi, petit-fils d'Indira Gandhi, l'a vertement rappelé à l'ordre : « Cessez de faire le clown, l'Inde est en état d'urgence. » Au 30 août, l'Inde est le troisième pays au monde pour le nombre de contaminations recensées : 3 619 169 (et 64 617 décès).

Le président mexicain, Andrés Manuel López Obrador (AMLO), lui aussi rétif aux mesures de confinement, s'est contenté de brandir des amulettes protectrices contre le coronavirus. Le 18 mars, lors de sa conférence de presse quotidienne à sept heures du matin, il a montré une petite image représentant le cœur du Christ, son « bouclier protecteur ». Le lendemain, il exhibait en guise de talisman un trèfle à six feuilles offert par un de ses admirateurs. Depuis, le Mexique a rejoint le club des sept pays les plus contaminés au monde.

Le président de la Biélorussie, Alexandre Loukachenko – dont la réélection contestée en

août 2020 a provoqué des manifestations populaires –, a appelé ses concitoyens à se prémunir contre le virus en buvant de la vodka et en travaillant plus. «Les tracteurs traitent tous les virus, les champs traiteront tout le monde», a-t-il déclaré. Puis il a annoncé l'organisation à travers le pays d'un «Subbotnik», une tradition datant de l'époque communiste qui consiste à encourager les citoyens à travailler bénévolement le samedi. À l'occasion d'un match de gala de hockey sur glace, il s'est réjoui : «Nous sommes dans une patinoire, tout est gelé. C'est le meilleur endroit pour être en bonne santé. C'est le meilleur des sports. Le froid gèle le virus, c'est le meilleur remède possible. Buvez de la vodka, allez au sauna et travaillez dur.» Avant de conclure : «Mieux vaut mourir dignement que vivre à genoux.»

Le dictateur turkmène Gurbanguly Berdimuhamedow, qui a occupé les postes de ministre de la Santé, de ministre de l'Industrie médicale, puis de vice-président du conseil des ministres chargé de la Santé, de l'Éducation et des Sciences en 2001, a ordonné dans tout le pays des fumigations massives de *Peganum harmala*, une plante médicinale censée purifier le sang, guérir les maladies des articulations et soigner la mélancolie.

Quant à Volodymyr Zelensky, l'ancien humoriste devenu président de l'Ukraine, il a affirmé qu'il aurait « souhaité attraper le coronavirus ». « On s'est réunis [avec l'équipe], et j'ai suggéré : "Allez, je vais tomber malade, je serai immédiatement isolé, je vais dormir et vivre ça normalement. Ainsi, les gens comprendront, il n'y aura pas de dépression, ce n'est pas la peste." La seule chose qui m'a arrêté, c'est que quelqu'un a dit que les gens pourraient s'imaginer que c'était un coup de pub », a affirmé Zelensky, avant d'ajouter : « Bien sûr, ma famille ne me l'aurait pas pardonné. Ils auraient dit que j'étais fou... et ils auraient eu raison. »

Au Nicaragua, l'ancien révolutionnaire Daniel Ortega a déclaré que le Covid-19 était « un signe de Dieu » contre le militarisme et l'hégémonie américains. En mars, avec Rosario Murillo, son épouse et vice-présidente, il a organisé dans la capitale, Managua, une procession carnavalesque intitulée « L'amour au temps de la Covid-19 » – pastiche du titre d'un célèbre roman de l'écrivain colombien Gabriel García Márquez, *L'Amour aux temps du choléra*. Pendant le défilé, les participants étaient invités à ridiculiser la pandémie, « vaincue par la paix et l'amour ».

On qualifie souvent cette nouvelle génération de leaders de « populistes », au risque de banaliser une notion historico-politique déjà passablement extensible, allant des narodniki russes de la fin du XIX^e siècle aux grands dirigeants latino-américains tels que l'Argentin Juan Perón ou le Brésilien Getúlio Vargas. De profondes divergences idéologiques les séparent, certains pouvant être taxés de fascistes, comme Bolsonaro ou Salvini, quand d'autres relèvent du libéralisme autoritaire ou d'un nationalisme mâtiné de xénophobie, comme Boris Johnson ou Viktor Orbán. Ce dernier se revendique de l'« illibéralisme », un néologisme qui a été accolé à plusieurs autres régimes d'Europe centrale (la Pologne ou la Slovaquie), mais aussi à l'Inde de Narendra Modi ou encore à la Turquie de Recep Erdoğan*.

LA SPIRALE DU DISCRÉDIT

Populistes, illibéraux, nationalistes, souverainistes, fascistes... La palette idéologique de ces nouveaux leaders est si variée qu'on pourrait

* Sur la question du populisme, lire Éric Fassin, *Populisme : le grand ressentiment*, Paris, Textuel, 2017.

justement les définir par cela : l'impossibilité de les réduire à un substrat commun. Ils échappent par nature aux catégories politiques ou idéologiques existantes, car ils incarnent le discrédit qui frappe la sphère politique, ses partis, son personnel, ses usages et jusqu'à la forme que prend le charisme de ses chefs. Tout ce qu'on peut dire d'eux, c'est qu'ils sont « grotesques ».

L'adjectif « grotesque » ne doit pas être entendu ici dans le registre de la satire, comme une insulte ou une injure, mais dans son sens premier. Selon le linguiste russe Mikhaïl Bakhtine, la *grottesca* désignait, à l'origine, des peintures ornementales découvertes à la fin du xv^e siècle lors de fouilles effectuées à Rome dans les thermes de Titus. Pour d'autres, le mot vient qualifier les ornements de la Domus Aurea, construite par Néron et couverte de motifs étranges. Ces figures inconnues venues du Moyen Âge se distinguaient par le mélange de formes végétales, animales et humaines. On appela *grottesca* le style de ces peintures qui émergeaient des grottes, le terme en venant à désigner tout ce qui franchit les limites et mêle les genres. Montaigne qualifie ainsi la composition hétéroclite de ses *Essais*. Le mot sera utilisé par la suite pour caractériser

toute œuvre comique, comme celle de Rabelais, puis finira par acquérir un sens plus large, désignant ce qui est ridicule, bizarre, extravagant.

On peut donc qualifier de « grotesques » Donald Trump et ses acolytes, dans la mesure où ils transcendent les usages politiques, bouleversent les formes et les rituels institutionnels, se jouent des affiliations idéologiques et ne semblent relever que d'eux-mêmes, de cette force obscure qui ne vise pas à instituer, mais à désinstituer le pouvoir politique. Trump et ses hologrammes sont les figures politiques de ce discrédit généralisé. Partout, le pouvoir grotesque assoit sa légitimité de manière paradoxale : non pas sur le crédit qu'inspire la personnalité politique ou son programme et que consacre l'élection, mais sur le discrédit qui frappe le système politique. D'où son caractère clivé, qui se donne à lire sous la forme d'un pouvoir grotesque *institué*.

Dans un livre précédent, *L'Ère du clash**, j'ai tenté d'analyser la spirale du discrédit qui délégitime tous les discours « autorisés », qu'ils émanent des médias, des institutions politiques,

* Christian Salmon, *L'Ère du clash*, Paris, Fayard, 2019.

scientifiques ou religieuses. La crise financière de 2008 a provoqué un décrochage des récits officiels de l'expérience concrète des hommes et entraîné l'effondrement des médiations politiques (médias, partis, assemblées). Cette spirale a trouvé dans les réseaux sociaux sa chambre d'écho, mais aussi son « format », sa syntaxe et ses codes, créant ce que l'on pourrait appeler une « sous-culture de l'incrédulité ». La chronique d'un gouvernement confronté à une pandémie mondiale et qui se complaît dans le déni jusqu'au grotesque est indissociable d'une sous-culture médiatique modelée par la télé-réalité et les plateformes comme Google, Facebook, YouTube, Twitter...

Dans un article de *The Atlantic* intitulé « L'idée américaine en 140 caractères »*, l'éditorialiste Vann R. Newkirk remettait en question la thèse habituelle de la démocratisation que le Web était censé favoriser. Il expliquait comment les mouvements décentralisés et anti-establishment comme le Tea Party ou l'alt-right se sont développés sur Twitter, où ils se montrent capables

* Vann R. Newkirk II, « The American Idea in 140 Characters », *The Atlantic*, 24 mars 2016.

d'organiser des milliers d'événements rassemblant des millions de personnes et de constituer un véritable défi pour les personnalités publiques. Les réseaux sociaux sont devenus le réceptacle de ce discrédit généralisé. Trump et ses semblables en sont les usuriers.

Trump a lancé un défi au système démocratique, non pour le réformer ou le transformer, mais pour le ridiculiser. Un discrédit qui vise la chose politique, sa langue de bois, ses partis traditionnels, ses formes, ses rituels. Trump est une figure du trash de luxe qui triomphe sous les signes du vulgaire, du scatologique et de la dérision. Il en incarne une sorte d'idéal-type, le plouc revêtu d'une patine de notoriété. Les statues de Trump nu élevées par ses partisans sur les places des villes américaines pendant la campagne de 2016 en furent la consécration : elles célébraient une forme de sacralité kitsch, de statuaire dégradée. Elles constituaient la représentation spontanée du pouvoir grotesque.

Steve Bannon, stratège de Donald Trump pendant la campagne de 2016, raconte cette épiphanie du grotesque. Dans un long entretien accordé au *New York Magazine*, il évoque le tournant de la campagne, lorsque Hillary Clinton a qualifié les

supporters de Trump d'individus «déplorables», en visant la mouvance des nazillons et des suprémacistes blancs qui gravitait autour de Trump et de Bannon lui-même. Loin de protester, Bannon a choisi très habilement de s'approprier l'insulte: «OK! Nous sommes les “déplorables”, nous les Bannons.» Et le terme «déplorable» est devenu pour les partisans de Trump un signe de ralliement: «Si tu es un “déplorable”, cela signifie que tu t'es fait baiser. Nous, les Bannons, nous sommes juste un tas de putains de têtes dures. Les cols bleus, les pompiers, etc., juste des gens ordinaires et qui adorons Donald Trump. Tu sais pourquoi? Il est le premier à dire à l'establishment d'aller se faire foutre*.»

DONALD TRUMP, UN BOUFFON NÉCESSAIRE

Le philosophe et sociologue allemand Georg Simmel écrivait, avant la Première Guerre mondiale: «Inutile de solliciter les masses dans leur opinion positive ou dans leur volonté critique, car elles n'en ont pas: elles n'ont qu'une

* Noah Kulwin, «Steve Bannon on how 2008 planted the seed for the Trump presidency», *New York Magazine*, 10 août 2018.